

Arguments Pour la Lutte Sociale N° 3 du 14 avril 2015

La place du Front National au moment présent.

Le conflit familial et politique chez les Le Pen, thème médiatique dominant en France depuis 10 jours, suscite des questionnements répétitifs chez les commentateurs patentés : font-ils semblant, s'agit-il d'un jeu de rôle ou s'engueulent-ils réellement ?

A cette question passionnante la réponse va pourtant de soi : “Les deux, mon capitaine !”.

Elle va de soi car elle dérive de la réponse similaire qui s'impose à cette autre question qui, de la sainte et diabolique famille, passe au Front dans son ensemble : ces hurlements et coquecigrues affaiblissent-ils le FN en étalant ses divisions, ou bien le renforcent-ils en parachevant ce qu'il est convenu d'appeler sa “dédiabolisation” ? Les deux, mon capitaine !

D'une part en effet, ce cirque affaiblit bel et bien le FN et ne se limite pas à la pantalonnade familiale, car le père Le Pen a des relais financiers, politiques et clientélistes dans le parti qu'il a fondé, mais d'autre part, il a effectivement pour conséquence, ne serait-ce que parce que le buzz journalistique se tue à nous le répéter, de consacrer le fait que le “nouveau” FN serait un “parti de gouvernement”. Comme si la fonction de tout cela était à la fois de ralentir la progression du FN tout en préparant son entrée dans un gouvernement, ou, pour viser moins loin, dans des exécutifs régionaux en décembre prochain ...

Et c'est bien de cela dont il s'agit. Pour le capital financier basé en France et les sommets de l'appareil d'Etat le FN est très utile pour trois choses :

- capter et figer dans l'impuissance le mécontentement de couches sociales atomisées et appauvries,
- servir d'épouvantail pour contraindre mouvements sociaux, syndicats et militants de gauche à s'aligner sur la politique de droite du président et du gouvernement,
- exercer en permanence une pression anti-démocratique sur les institutions et les élus.

Mais il serait problématique que la crise sociale conduise à une arrivée prochaine au pouvoir du FN, d'une part parce qu'il n'est en réalité pas majoritaire du tout loin de là, puisque le fait électoral majeur est la volatilisation du vote dit “de gauche”, et que son accession au pouvoir serait grosse de réactions sociales hostiles, d'autre part parce que sa progression s'explique en partie par ses positions anti-euro qui le font passer pour le seul parti défendant la souveraineté nationale et populaire dans certaines couches de la population, et que la sortie de l'euro n'est pas à l'ordre-du-jour pour le capitalisme français. Elle pourrait le devenir si la crise rebondissait, ce qui est dans l'ordre des possibilités, mais ce n'est pas le cas au moment présent.

L'intérêt du capitalisme français n'est donc pas que le FN arrive "trop vite" dans des positions de pouvoir. Il est d'utiliser le FN. Même le financement patronal du FN est, dans ces conditions, volontairement dosé et limité, et c'est le régime de Poutine qui comble la différence. L'intérêt du capitalisme français est tout d'abord que le gouvernement Hollande-Valls continue à faire jusqu'au bout le sale boulot contre le code du travail et les CDI, contre la protection sociale et les services publics, et contre les libertés publiques. Il est ensuite que, sur cette base, l'UMP revienne au pouvoir avec derrière elle un FN fort. En résumé, il s'agit de battre la classe salariale et de remettre en 2017 l'UMP au pouvoir avec un FN institutionnalisé et installé.

Qui sert le mieux ces objectifs politiques du capitalisme français ? MM. Hollande et Valls, avec la loi Macron, la suppression de 22.000 postes dans les hôpitaux dans les trois ans à venir, la loi dite du renseignement que l'UMP s'apprête à voter, le projet de réforme du collège, la réforme territoriale ... préparent consciencieusement la dévolution de leur oeuvre à l'UMP flanquée du FN.

L'unité et le rassemblement contre le FN et l'UMP passent par l'unité et le rassemblement contre la politique de leurs serviteurs. Ils veulent en finir avec le code du travail et le CDI, ils veulent comprimer au plus bas les dépenses de santé et les fonds de protection sociale, ils veulent disloquer les services publics et l'école publique, ils veulent instaurer le flicage généralisé et refouler toujours plus les migrants venus par la Méditerranée, qui fuient les conséquences de leur politique internationale ? Battons-les avant 2017. C'est seulement ainsi que l'on battra aussi le FN et l'UMP, et pas autrement.

Soutenez le mouvement des salariés de Radio France, participez à la caisse de grève !

Vous souhaitez soutenir le mouvement de grève, vous pouvez le faire en contribuant à la caisse de grève :

Par chèque : A l'ordre de CCE Radio France

-

Dons adressé par voie postale à l'adresse suivante :

CCE Radio France

116 avenue du Président Kennedy

75220 Paris Cedex 16

Par internet, l'URL ci-dessous :

<https://payname.fr/c/Caisse-de-greve-Radio-France>

La procédure est très rapide et sécurisée

Grève et manifestations du 9 avril : une forte signification politique.

Combien de grévistes le jeudi 9 avril, à l'appel de la CGT, de la CGT-FO, de la FSU, de Solidaires, donc de la majorité du mouvement syndical français ?

Une réponse toute faite nous est fournie par le vieux “spécialiste des relations sociales” du *Monde*, M. Noblecourt, qui titre son article *Une belle “manif” et une grève invisible*. Alors que les principaux médias avaient décidé de faire le black-out, ne parlant que du piratage djihadiste d'une chaîne de TV et de la famille Le Pen (mais sans cela, ils auraient choisi autre chose), M. Noblecourt donnait “la ligne” pour nier ce qui est en train de se passer, et donner ainsi un semblant de justification au fait que le gouvernement ne reçoit même pas les organisations syndicales majoritaires, et a choisi d'annoncer, la veille au soir, un nouveau cadeau de 2,5 milliards au patronat ! Cette “ligne Noblecourt” fut en outre diffusée, par exemple sur les réseaux sociaux, par des responsables CFDT ou UNSA soucieux de se rassurer, de se dire qu'une fois de plus, comme toutes les journées d'action depuis 2010, celle-ci n'avait pas mobilisé, confirmant ainsi leur choix de participer à la politique propatronale de ce gouvernement.

Il n'y aurait pas eu du tout, selon M. Noblecourt, de “grève interprofessionnelle”, alors que cette formule avait été employée par de nombreuses intersyndicales départementales et locales et, au niveau national, par la CGT-FO. Toutefois, précisant qu'il n'y avait pas eu de préavis nationaux à la SNCF et à la RATP, M. Noblecourt porte ce diagnostic : *N'ont été visibles que les grèves qui étaient sans rapport direct avec l'action du 9 avril, comme celles des contrôleurs aériens ou de Radio France.*

Sans rapport direct ? Toute la question est là !

C'est la masse du personnel sortant d'assemblée générale avec toute l'intersyndicale de Radio France (CFDT, CGT, SUD, FO, UNSA) qui a rejoint la manifestation parisienne sous les applaudissements. Apparemment ces travailleurs qui conduisent une grève longue, courageuse, affrontant politiquement direction et gouvernement, défendant le service public, ne pensaient pas que leur grève à eux, qu'ils reconduisent tous les jours après de longues et après discussions dans des assemblées démocratiquement organisées, était “sans rapport direct” avec ce qui se passait ce jour là. Ils avaient plutôt l'impression, partagée, d'être au cœur. Le syndicat autonome des journalistes, le SNJ, appelait lui aussi à la grève et à la manifestation de ce 9 avril.

Venus en corps constitué, il y avait aussi les contrôleurs aériens, et les personnels de la Tour Eiffel, fermée ce jour là, et du musée du Louvre.

Mais aussi ces nombreux salariés, et surtout ces nombreuses salariées, mobilisés dans le cadre de la CGT, de toute la France et dans toute la France,

dans les magasins Carrefour Market, parcourus par des débrayages et des grèves perlées depuis février, souvent avec une grande tension entretenue par la direction et la maîtrise, comme à Vendin-les-Béthunes dans le Nord et dans beaucoup d'autres sites, sur un objectif : les salaires, et avec un contenu : la dignité.

Mais aussi les personnels des surgelés Picard, manifestant devant le siège du site à Issy-les-Moulineaux, ce 9 avril et en précisant bien que ceci était “en rapport direct” avec l'action interprofessionnelle, à l'appel de FO pour 2,8% d'augmentation quand la direction n'en concède que 0,4%.

Mais encore des entreprises comme Graphitec, en Savoie, confrontée à un plan de licenciements et faisant grève avec la section CGT ce jour là ; ou la Société de Composition et d'Impression des Journaux Officiels (SACIJO, société privée), menacée de la suppression du quart des emplois ; ou la forge *Manoir Industries* de Custines, en Meurthe-et-Moselle, où les 183 emplois sont menacés, et où l'occupation du site commence au petit matin, le vendredi 10 avril après les discussions de la veille ...

Et quand les agents d'entretien de la BNF (Bibliothèque Nationale), c'est-à-dire les femmes de ménage en majorité immigrées, employées de la firme Onet, ont décidé de se mettre en grève reconductible à partir de ce jeudi 9 avril, pour les salaires et la dignité, ont-elles fait savoir que ceci était “ sans rapport direct” avec l'ensemble de la classe des salariés ?

Finalement, ce sont des dizaines de grèves locales, d'entreprises ou sectorielles qui se sont rejointes le 9 avril. Mais c'est vrai, la grève “ interprofessionnelle”, d'ailleurs plus proclamée par les dirigeants syndicaux, que réellement recherchée, comme le montrent les préavis manquants dans des lieux comme la SNCF, n'était absolument pas généralisée. Pour être précis : elle était inexistante à ceci près que là où elle existait elle était majoritaire.

Ces caractéristiques se retrouvent dans l'Education nationale. Faisant mentir M. Noblecourt la radio privée pro-patronale Europe 1 ne parlait, ce jeudi à 12h, des grèves du jour que pour déplorer le fait que dans de nombreuses écoles “le service minimum n'a même pas été assuré” ! C'est donc bien qu'il y avait des grèves, non seulement des personnels enseignants, mais aussi municipaux. De plus, le principal syndicat des écoles, le SNUIPP-FSU, avait opportunément appelé à ne pas se soumettre aux procédures de déclaration préalable, posant ainsi la question de l'abrogation des lois anti-grèves de Sarkozy maintenues par Hollande. Le ministère de l'Education nationale a donc encore plus minoré qu'à l'habitude les chiffres de grévistes, mais a dû quand même annoncer près de 10% de grévistes au total.

La réalité est sans nul doute au dessus. Mais elle est analogue à la situation générale. Ainsi des dizaines de collèges ont fait des grèves majoritaires, contre le projet de réforme du gouvernement, les autres collèges n'étant pas encore atteints par la lame de fond qui se cherche et n'ayant que peu de grévistes.

A Varennes-sur-Allier, les personnels du collège Saint-Exupéry ont délibérément choisi de faire grève, pratiquement tous, ce jour de

mouvement interprofessionnel, et d'inviter syndicats, parents et élus à une réunion publique contre la réforme du collège. Là, comme dans plusieurs des entreprises signalées ci-dessus, nous avons affaire à un mouvement conscient d'organisation et d'information, qui cherche à construire l'unité par en bas, sur la seule base possible : les revendications majoritaires réelles et un Non clair et net aux projets gouvernementaux et patronaux.

Une fois que l'on comprend ce mouvement réel qui se cherche, dont on peut dire qu'il avait le caractère d'un mouvement général quoi que non généralisé, le caractère d'une lutte politique en somme, alors on peut comprendre que les manifestations, et tout particulièrement la manifestation parisienne, n'étaient pas les pures réalisations bureaucratiques dépeintes par M. Noblecourt, "manif" réussie comme il dit entre guillemets, qui serait sans rapport avec la "grève invisible".

Au contraire, si manif réussie il y a eu, c'est parce qu'elle reposait sur le mouvement réel de centaines de milliers de salariés cherchant la voie du combat, pour se défendre des patrons, et du gouvernement, et aussi de l'UMP et du FN vainqueurs des dernières élections départementales par la grâce de MM. Hollande et Valls.

Les chiffres de la CGT sont pour le coup parfaitement crédibles : 120.000 manifestants à Paris, 300.000 dans le pays. Massivement, les militants CGT se sont, d'eux-mêmes, mobilisés. Pour sortir de la crise Lapaon mais sans rien oublier ni pardonner : le souffle démocratique au congrès de la Santé, la crise au congrès des Transports, montrent que c'est dans un même mouvement que les militants ont assuré le succès des manifestations du 9 avril et expriment leur mécontentement envers la direction et le fonctionnement de leur organisation, qui est la leur et doit le redevenir, plus que jamais.

La loi Macron, adoptée en première lecture par le 49-3, n'est pas encore votée. La réforme du collège, attaque centrale visant à briser ce qui reste de national et de statutaire dans l'Education nationale, n'est pas encore mise en place. Le mouvement du 9 avril est nié par les médias parce qu'il est dangereux : il montre la capacité du salariat à défaire ces attaques, et donc à battre le gouvernement et le patronat et du même coup l'UMP et le FN, donnant son assise à la reconstitution d'une perspective politique, celle que M. Valls voudrait définitivement interdire.

* * *

Lundi 13 avril 2015. On apprend le décès ce même jour de Günther Grass, Eduardo Galeano, et François Maspéro. Les grands du second XXème siècle, marqué par les horreurs du premier XXème siècle, s'en vont. Que la défense de la culture, du travail humain et de la démocratie au XXIème siècle commencé, par la révolution prolétarienne, soit à la hauteur de leurs œuvres!

Communiqué de L'Intersyndicale des Collèges et Lycées.

Les organisations syndicales SNES-FSU, SNUEP-FSU, SNALC-FGAF, SNFOLC, CGT Educ'action et Sud Éducation expriment leur refus du projet de réforme du collège parce qu'il est fondé sur l'autonomie des établissements et la multiplication des hiérarchies intermédiaires sous l'autorité du chef d'établissement. Sa mise en œuvre institutionnaliserait le principe de mise en concurrence entre les disciplines, entre les enseignants et entre les établissements, fragiliserait la structuration disciplinaire du collège et engendrerait toujours plus d'inégalités entre les élèves.

Elles demandent le retrait de ce projet et la reprise de discussions sur de nouvelles bases.

Elles appellent les personnels du second degré à se rassembler dans les établissements et en assemblées générales pour débattre des conditions de l'amélioration du collège et repousser ce projet de texte.

Nos organisations conviennent de se revoir après le Conseil Supérieur de l'Éducation (CSE) du 10 avril qui examinera le projet ministériel pour discuter et définir les modalités d'actions nécessaires, y compris la grève.

NB : lors de ce CSE du 10 avril les organisations ci-dessus ont voté contre le projet, les dirigeants CFDT, UNSA, FCPE, UNEF et UNL votant pour avec le MEDEF.

Libérez Koltchenko !

Voici une vidéo sur le rassemblement tenu à Paris ce samedi 11 avril pour la libération d'Alexandre Koltchenko devant l'ambassade russe, et devant l'ambassade ukrainienne pour qu'elle intervienne pour Koltchenko aussi. L'intervention de Pierre Tartakowski, président national de la Ligue des Droits de l'Homme, revêt une grande importance politique : la brèche commence à s'ouvrir pour que le mouvement ouvrier et démocratique français retrouve ses meilleures traditions internationalistes. Les organisateurs de ces initiatives, syndicaux, politiques et associatifs, se retrouvent le 24 avril pour discuter de la poursuite de l'action.

https://www.youtube.com/watch?v=lftEcr_2aks&feature=em-pload_owner

* * *

Nous retrouver sur le Net : notre site est en gestation... Patience !